



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/DOSSIER-SECURITE>

DOSSIER SECURITE

- Lettre des élus -

Date de mise en ligne : mardi 7 juin 2016

La

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits réservés

La question orale du leader d'opposition de droite sur les questions de sécurité, avait, comme d'habitude, pour but principal de s'attaquer à la majorité municipale, avec sa hargne et son anti-communisme primaire, sur la base de propos mensongers et insultants.

Toute la démonstration de ce monsieur part de l'hypothèse erronée de l'accroissement des problèmes de sécurité sur la commune de Vénissieux, propos démentis par les statistiques du ministère de l'intérieur.

Lorsque l'on est conseiller municipal, même d'opposition, même minoritaire, la déontologie s'impose. Le développement d'un argumentaire sur la base de propos mensongers est une faute politique grave qui n'aura échappé à personne et convaincu personne. Dès lors, on peut supposer que cette stratégie du mensonge vise d'autres objectifs. Là où, depuis des décennies, élus communistes et républicains, associations, réseau éducatif, habitants impliqués, sans oublier les agents de la fonction publique territoriale (PM, éducateurs, animateurs jeunesse, agents culturels, etc.) et nationale (policiers, enseignants, etc.) s'unissent pour tisser les liens nécessaires au mieux vivre ensemble, le groupe les Républicains choisit la stratégie de la peur.

Notre orateur aurait-il voulu surfer sur la vague de Manuel Valls et espérer profiter de la stratégie de la tension en vogue dans le contexte de la loi travail ?

Les propos insultants, coutumiers des interventions de Girard à l'égard de notre politique municipale, ont connu, ce soir-là, un dérapage sans précédent, semant le malaise dans la salle du conseil municipal. Maladresse de l'orateur ou acte conscient, ce sont les 42.85 % d'électeurs de Michèle Picard qui ont été attaqués et remis en cause dans une petite phrase qui restera dans les mémoires comme une insulte à la souveraineté citoyenne en parlant de la double peine concernant la réélection de Michèle Picard et de l'accroissement de l'insécurité.

Tout aussi grave, la majeure partie de cette intervention laisse une impression de suspicion vis-à-vis de l'impartialité et du professionnalisme de la police municipale en utilisant des exemples anecdotiques, non mesurables et non quantifiables ou pire, en contestant des interventions strictement règlementaires et conformes au droit.

Enfin, l'amalgame entre les missions de la police nationale et la police municipale montre soit la parfaite ignorance des institutions de monsieur Girard, soit son désir de créer la confusion et le mécontentement.

Après la stratégie de la peur, jeter l'opprobre sur notre police municipale c'est souffler le chaud et le froid, attitude irresponsable d'un conseiller municipal, à mille lieues de la mobilisation de tous les partenaires du vivre ensemble.